

## 1 - LA CONSOMMATION DES MENAGES

## Taux de progression trimestriels

Postes	1980		1981			
	III	IV	I	II	III	IV p
Alimentation .....	0,2	0,2	- 0,6	- 0,2	0,9	0,2
Energie .....	1,0	5,1	- 5,1	0	2,4	0,3
Produits manufacturés ...	1,0	0,2	0,4	1,7	1,1	1,0
dont						
Biens durables .....	2,2	-1,9	0,4	3,9	0,5	2,2
Habillement .....	1,1	3,5	- 0,6	- 0,3	3,4	- 0,9
Autres .....	0,2	-0,1	1,0	1,4	0,2	1,3
Services .....	0,9	0,6	1,0	1,9	1,0	1,0
Consommation totale .....	0,8	0,7	0	1,3	1,1	0,8

(p) prévision

Après avoir stagné en début d'année, la consommation des ménages s'inscrit depuis le printemps sur une tendance de croissance rapide (+ 1,3% au deuxième trimestre et + 1,1% au troisième).

Le changement d'orientation a été particulièrement net pour les produits manufacturés, dont les achats devraient croître de 2,5% en 1981 (contre - 0,2% en 1980). Comme dans toutes les périodes de réactivation de la consommation, ce sont les ventes de biens durables qui se sont le plus redressées ; mais, comme en 1980, la demande ne s'est portée que vers deux secteurs : l'électroménager et surtout les produits de radio-télévision-haute-fidélité, dont les ventes progresseraient cette année de plus de 15% en volume. L'activité dans le meuble est restée médiocre. Les immatriculations automobiles progressent lentement depuis le printemps, mais leur niveau du quatrième trimestre ne devrait être que peu supérieur à celui enregistré en moyenne en 1980 ; de plus la part des véhicules de marques étrangères ne cesse de croître : elle approche 30% en fin 1981 contre 20,1% en moyenne sur 1980. On note par ailleurs une forte progression des dépenses pharmaceutiques ainsi qu'une reprise des ventes de textile, d'habillement et de cuirs. Au total, la reprise de la consommation de produits manufacturés s'est assez largement portée vers les produits sur lesquels le pourcentage d'importations est élevé. Malgré une remontée au troisième trimestre des achats de carburant, la consommation de produits énergétiques devrait se situer en 1981 au même niveau que l'année passée, la progression enregistrée sur l'essence et l'électricité étant compensée par une forte baisse (supérieure à 10%) des achats de fuel. De même, les achats de produits alimentaires stagnent, sans doute en raison de l'accélération des hausses de prix enregistrées dans ce domaine.

## IV - LA DEMANDE

Enfin, les consommations de services continuent, comme en 1980, de progresser à un rythme de l'ordre de 4,5% l'an. On observe une accélération des dépenses de santé à partir du deuxième trimestre, et une croissance toujours soutenue des dépenses de télécommunications.

Les premières indications sur le quatrième trimestre montrent que la consommation y reste assez vive; or, comme il a été indiqué ci-dessus - la progression du pouvoir d'achat, qui avait été rapide au premier semestre, ce qui expliquait la reprise de la consommation - s'est nettement ralentie au second. C'est qu'une modification du comportement des ménages est intervenue au printemps. Alors que l'orientation du taux d'épargne était à la hausse fin 1980 et début 1981 après la fuite devant la monnaie qui avait prévalu dans l'hiver 1979-1980, un changement de tendance est survenu en faveur de la consommation. Cette évolution est très nette dans les réponses à l'enquête de conjoncture auprès des ménages, où l'opportunité de faire des achats importants se redresse au détriment de l'opportunité d'épargner (cf graphiques). Il est peu probable que le taux d'épargne continue de baisser au premier semestre 1982. D'abord son niveau apparaît relativement bas par rapport à la moyenne observée ces dernières années : une progression régulière des revenus est plutôt favorable à son augmentation. De plus deux facteurs de la baisse récente étaient sans doute la perception de l'accélération des prix du troisième trimestre et la diminution de l'acquisition de logements; ces deux facteurs devraient disparaître progressivement au premier semestre avec le ralentissement des hausses de prix et la stabilisation de la FBCF des ménages. Malgré cet arrêt de la baisse du taux d'épargne, la progression du pouvoir d'achat devrait assurer au premier semestre 1982 une augmentation de la consommation comparable à celle du quatrième trimestre; cependant, les achats de produits manufacturés, qui ont le plus bénéficié de la reprise, pourraient être un peu moins favorisés.

Le tableau ci-dessous donne une estimation de l'évolution du taux d'épargne.

Variations en %	1980		1981				1982	
	III	IV	I	II	III	IV	I	II
Revenu disponible brut .....	3,6	3,0	4,0	4,6	3,7	3,5	3,6	3,9
Consommation (vol.) (1)	0,8	0,7	0	1,3	1,1	0,8	0,8	0,7
(val.)	3,8	3,3	2,4	4,8	4,6	4,3	3,8	3,8
Taux d'épargne	14,7	14,4	15,7	15,5	14,8	14,3	14,2	14,2

(1) En francs 1970.

Source : Comptes Trimestriels

En conclusion, la consommation des ménages apparaîtrait, même si son rythme diminue un peu à partir du quatrième trimestre, comme le principal moteur de la reprise jusqu'à la mi 1982.

## 2 - LES EXPORTATIONS

a) Les exportations industrielles

Après avoir plafonné pendant plus d'un an, les exportations industrielles ont augmenté brutalement de 7% au second trimestre 1981 ; elles se sont depuis stabilisées à ce haut niveau.

Variations en volume des exportations industrielles et de la demande mondiale :

	1980				Moyenne 1980	1981		
	I	II	III	IV		I	II	III
Exportations industrielles	0,9	0,5	- 2,0	-0,2	2,4	0,5	7,6	0,4
Demande mondiale ...	3,4	- 0,9	1,4	- 2,8	4,9	1,9	1,0	0

La croissance des exportations à partir du deuxième trimestre a concerné tous les produits industriels ; elle a cependant touché principalement les biens d'équipement professionnel (+ 14,1% au deuxième trimestre, puis - 3,9% au troisième). Seules les ventes d'automobiles et de biens d'équipement ménager ne se sont redressés qu'au troisième trimestre.

Cette croissance des exportations peut surprendre, tant par son intensité que par sa localisation sur le seul deuxième trimestre de l'année 1981, à un moment où l'ensemble des pays européens étaient encore au creux de la récession. Certes la très forte appréciation du dollar a accéléré la demande mondiale : en effet, les pays dont les revenus sont en dollars ont pu importer davantage en provenance de l'Europe, ceci entraînant la demande des pays européens. Néanmoins la croissance de la demande mondiale au premier semestre 1981 n'a fait qu'annuler la baisse observée sur la fin de l'année 1980. A l'été 1981, la demande mondiale se retrouve à son niveau de l'automne 1980, tandis que les exportations françaises ont augmenté de plus de 8%. L'augmentation de 12% de la compétitivité sur les marchés extérieurs entre le quatrième trimestre 1980 et le deuxième trimestre 1981 (cf § III 3) semble a priori une explication insuffisante pour un tel accroissement des parts de marchés.

L'examen des exportations par zones s'avère éclairante :

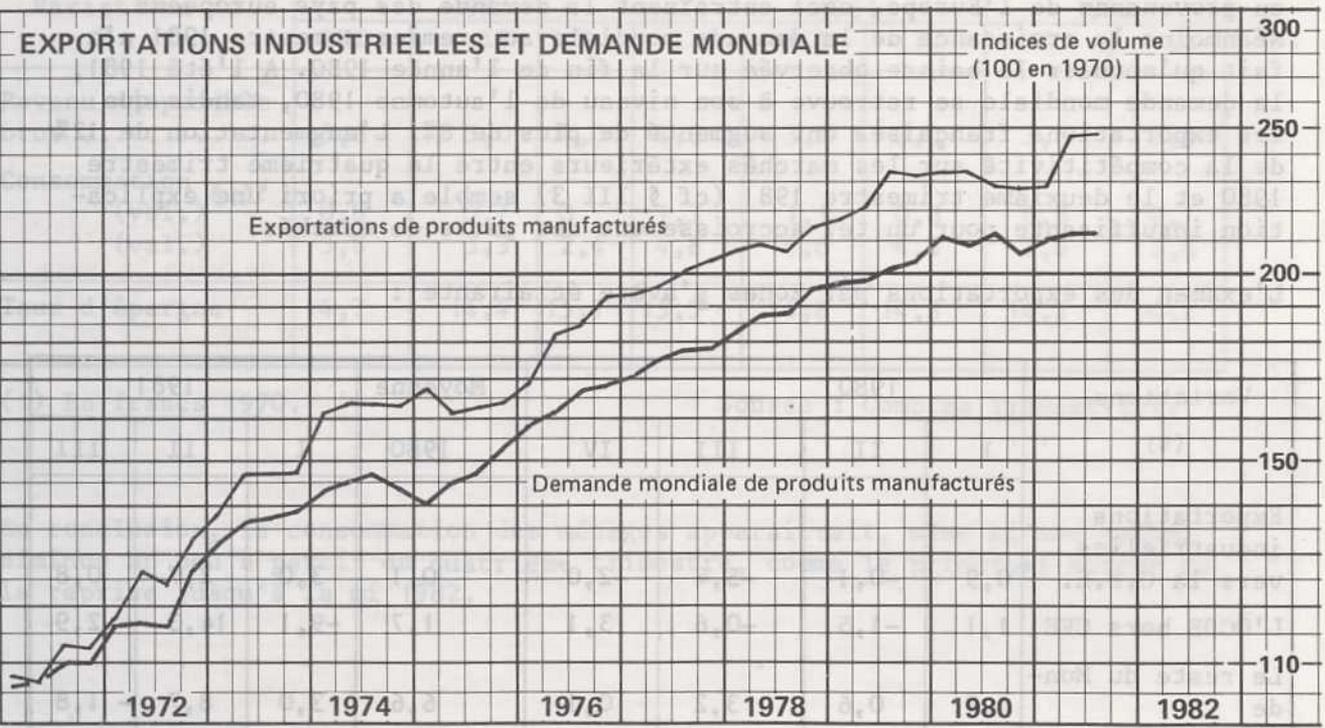
Variations (%)	1980				Moyenne 1980	1981		
	I	II	III	IV		I	II	III
Exportations industrielles vers la C.E.E.	0,9	-0,1	-5,4	-2,0	0,1	3,0	2,7	0,8
L'OCDE hors CEE	1,1	-1,5	-0,6	3,1	1,7	-9,1	14,3	2,9
Le reste du Mon- de	1,7	0,6	3,2	0,1	6,6	3,0	8,7	- 1,8

2 - LES EXPORTATIONS

Après avoir plié pendant plus d'un an, les exportations industrielles ont augmenté brutalement de 7% au second trimestre 1981 ; elles se sont depuis élevées à ce haut niveau. Le rythme de croissance a été de 11% au premier trimestre 1981, ce qui a permis de dépasser le rythme de 10% enregistré au second trimestre 1980. Cette croissance des exportations industrielles est due à la demande mondiale. Les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 10% au premier trimestre 1981, ce qui a permis de dépasser le rythme de 9% enregistré au second trimestre 1980. Cette croissance des exportations de produits manufacturés est due à la demande mondiale. Les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 10% au premier trimestre 1981, ce qui a permis de dépasser le rythme de 9% enregistré au second trimestre 1980. Cette croissance des exportations de produits manufacturés est due à la demande mondiale.

1981		1980		1979	
Trimestre	Exportations industrielles	Trimestre	Exportations industrielles	Trimestre	Exportations industrielles
1er	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
2e	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
3e	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
4e	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0

La croissance des exportations de produits manufacturés est due à la demande mondiale. Les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 10% au premier trimestre 1981, ce qui a permis de dépasser le rythme de 9% enregistré au second trimestre 1980. Cette croissance des exportations de produits manufacturés est due à la demande mondiale. Les exportations de produits manufacturés ont augmenté de 10% au premier trimestre 1981, ce qui a permis de dépasser le rythme de 9% enregistré au second trimestre 1980. Cette croissance des exportations de produits manufacturés est due à la demande mondiale.



La très forte baisse des ventes vers les Etats-Unis et le Japon au premier trimestre, puis leur très forte croissance au second, expliquent pour une large part le profil heurté des ventes françaises au premier semestre 1981. Si cette évolution, peut-être aléatoire, avait été moins erratique, les exportations françaises auraient connu dès le premier trimestre 1981 une augmentation liée au développement des exportations vers l'Europe et les pays en voie de développement. Cette croissance se serait accélérée au second trimestre en liaison avec la très forte croissance des ventes aux pays de l'OPEP et aux pays en voie de développement.

En effet, l'aspect le plus remarquable de la croissance des exportations françaises au premier semestre 1981 concerne les ventes vers les pays européens. A partir du début de 1981, les exportations vers la Communauté Européenne qui avaient baissé de 3% au cours des neuf derniers mois de 1980, recommencent à augmenter à un rythme assez soutenu (3% au premier trimestre, 2,7% au deuxième), alors que la demande de cette zone stagne à son bas niveau de la fin 1980. Les très forts gains de compétitivité sur cette zone (cf chapitre précédent) expliquent que la France ait pu gagner sur cette période environ 10% de parts de marchés. Ces gains ne font qu'annuler les pertes subies de façon continue sur ces marchés de la mi 1979 à la mi 1980 (cf graphique).

La croissance des exportations, plus forte sur les autres pays que sur les pays européens se solde, compte tenu de la forte demande de cette zone à la fin 1980 et au premier semestre 1981 par des gains de parts de marchés plus erratiques mais plutôt moins importants sur ces pays que sur les pays de la C.E.E.

Au total, les gains de parts de marchés de l'ordre de 8% obtenus par la France depuis la fin de 1980 sur l'ensemble des marchés extérieurs ont été obtenus à part égale sur les pays européens et sur les autres pays ; ils n'ont fait que compenser des pertes accumulées plus ou moins régulièrement depuis le début de 1978.

Compte tenu des délais habituels qui séparent des gains de compétitivité et le moment où ceux-ci se matérialisent par un supplément d'exportations, la croissance des ventes françaises observée du quatrième trimestre 1980 au deuxième trimestre 1981 (+ 8%) exceptionnellement forte correspond en fait à celle que l'on aurait pu attendre pour l'ensemble de l'année 1981 (1). On est ainsi amené à supposer que les délais de réaction des ventes françaises aux gains de compétitivité se sont raccourcis, peut-être parce que la France disposait alors d'importants surplus exportables liés de la faiblesse de la demande intérieure au début 1981.

Le supplément de ventes que l'on aurait dû observer au deuxième semestre 1982 à la faveur des effets des gains de compétitivité acquis au premier semestre 1981 a été réalisé de façon anticipée au deuxième trimestre 1981 : ceci explique la stabilisation des exportations au troisième trimestre. Ce plafonnement des exportations françaises devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'année d'autant que la demande européenne est momentanément peu active en 1981. Les exportations reprendraient ensuite un rythme voisin de celui de la demande mondiale (+ 2,5% sur le premier semestre 1982) ; les effets des pertes

(1) L'équation qui simule l'évolution des exportations industrielles dans le modèle METRIC justifie 10% de croissance en glissement sur l'année 1981.

de compétitivité qui devraient apparaître dès le début de 1982 compenseraient alors le reliquat des effets de gains des mois précédents.

#### b) Les exportations agro-alimentaires

L'année 1981 est caractérisée par une nette expansion de nos exportations agro-alimentaires dont l'amélioration était déjà sensible en 1980.

En terme annuel, la valeur globale de nos exportations en progression de plus de 20% atteindrait 100 Milliards dégageant un excédent CAF-FOB double de celui de 1980 (soit environ 22 à 23 Milliards).

Ce bon score est la résultante d'un concours de circonstances favorables dont le maintien n'est pas acquis : un haut niveau de disponibilités exportables (notamment de céréales, de produits laitiers, de viandes congelées) conjugué à un contexte international avantageux sur le plan des prix.

La remontée du dollar a induit une hausse de nos prix de vente aux pays tiers (1) (hors CEE) et a contribué à la forte revalorisation de nos ventes de céréales dont le volume exporté hors CEE a fortement progressé (au cours des 8 premiers mois : + 30% pour 1981/80 et + 75% pour 81/79). Nos ventes de sucre aux pays tiers n'ont progressé que de 8% en volume (mesuré 8 Mois/8 mois) mais ont bénéficié jusqu'à la mi-1981 de l'acquis de la forte remontée des cours mondiaux durant l'année 1980. Actuellement le cours mondial du sucre n'est plus que de 14-15F/Kg contre 39,5 il y a un an.

C'est la branche Agriculture proprement dite qui a été le déterminant principal du développement de nos exportations en volume : + 16% l'an en glissement du 3ème trimestre 80 au 3ème trimestre 81 contre + 2% pour les I.A.A.

Les prix des échanges extérieurs agro-alimentaires ont accusé une nette croissance depuis un an, induite pour une large part par la remontée du dollar. La progression la plus forte revient au secteur des I.A.A. : de l'ordre de 20% l'an à l'exportation (comme à l'importation) contre environ 10% l'an pour l'agriculture proprement dite.

Le 4ème trimestre 1981 connaîtra une nouvelle progression du volume exporté en raison du rythme rapide caractérisant le démarrage de la campagne d'exportations de céréales.

Toutefois, il semble que le volume de nos exportations touche à son plafond ; sauf en matière de sucre (croissance attendue de 25% de la production nationale) les disponibilités exportables marquent une baisse sensible.

La production agricole arrivant sur le marché avec la nouvelle campagne accuse un net repli notamment dans le secteur des céréales (- 3 à -4% pour le blé, - 13 à -14% pour l'orge), des pommes (- 18%) et du vin (- 10%, ce recul

- (1) Blé : + 20% l'an jusqu'à août 1981 reflétant la hausse de 28% du cours mondial traduit en francs sur la même période.  
Orge : + 40% l'an jusqu'à juin 1981 reflétant la progression simultanée de même ampleur du cours mondial traduit en francs.

global étant dû aux vins courants et au champagne). De plus les stocks de report de céréales et de vin sont en baisse sensible. En outre on s'attend à un recul des abattages donc à de moindres disponibilités en viande fraîche ou congelée.

Par ailleurs, la situation du marché international et communautaire laisse présager une croissance modérée des prix des exportations agro-alimentaires. Toutefois les cours mondiaux en dollars des céréales devraient demeurer soutenus par la forte demande émanant de l'U.R.S.S.

### 3 - L'INVESTISSEMENT

L'année 1981 est marquée par une réduction très nette de l'investissement et plus particulièrement de l'investissement productif mais la mesure de cette baisse de l'investissement est difficile en raison des grandes différences qui séparent les diverses évaluations possibles. Ainsi les comptes nationaux trimestriels évaluent-ils la chute de l'investissement à environ - 1,7% en 1981, en calculant un bilan du montant des biens d'équipement disponibles en France pour investissement. Les enquêtes directes sur l'investissement - malheureusement partielles - conduisent à une mesure beaucoup plus basse : la chute aurait atteint - 4,7% en 1981.

C'est dans l'industrie du secteur concurrentiel que la chute aurait été la plus forte : elle serait de 12% d'après les résultats de l'enquête de conjoncture effectuée en novembre, la baisse de l'investissement industriel affectant surtout les petites et moyennes entreprises.

Cette évolution est d'abord la conséquence de la récession qui a fortement accru les marges de capacités disponibles, réduit le pourcentage d'entreprises dont la production est limitée par leur équipement (qui est passé de 19% en mars 1980 à 6% en juin 1981 - chiffre le plus bas jamais enregistré) et donc justifie à court terme le ralentissement des investissements de capacités (la part de ceux-ci dans l'ensemble des investissements est passée de 48% en juin 1979 à environ 30% en 1981, sauf pour l'automobile où la sortie de nouveaux modèles a nécessité le réaménagement de certaines chaînes de production).

D'autre part, les possibilités de financement des investissements se sont beaucoup réduites (malgré les aides apportées par les Pouvoirs Publics) du fait de la baisse des résultats des entreprises et de l'augmentation du coût du crédit. Ainsi la moitié des entreprises se déclarent-elles empêchées de réaliser tous les investissements nécessaires.

Après quatre années de forte croissance, l'investissement des grandes entreprises nationales s'est ralenti en 1981 : en moyenne annuelle, la variation en volume de l'investissement serait de - 5% en 1981 contre + 9% en 1980.

Dans le B.T.P. la stagnation de l'activité a provoqué un léger repli de l'investissement.

Dans l'agriculture, on remarque une baisse des immatriculations de tracteurs, un niveau toujours faible des ventes des grossistes en matériel agricole et une dégradation lente de la construction de bâtiments agricoles. On devrait donc enregistrer dans ce secteur une poursuite de la réduction des investissements.

Le niveau de l'investissement dans les commerces et les services est plus difficile à déterminer. Toutefois certaines indications, comme la légère progression des autorisations de construction de bâtiments commerciaux ou de bureaux permettent d'attendre une augmentation de l'investissement tertiaire marchand en 1981. Commerces et services seraient donc les seuls secteurs où l'investissement continuerait à croître en 1981.

#### Investissement des SQS-EI en 1981 par secteur

En tenant compte des indications chiffrées pour les secteurs où elles sont disponibles et d'ordres de grandeur vraisemblables compte tenu de cette analyse pour les autres secteurs, on aboutit au chiffrage d'ensemble suivant :

	Structure de la FBCF par branche en 1980 (%)	Taux de variation en% en 1981 (volumes)
Industrie .....	29,6	- 12
Agriculture .....	7,6	- 3
BTP .....	3,8	- 2
Commerces + services (hors logement)	27,0	+ 2
Investissement productif privé .....	68,0	- 4,9
Grandes entreprises nationales .....	22,7	- 5
FBCF productive .....	90,7	- 5
Logement .....	9,3	- 3
FBCF totale .....	100	- 4,7

Ces évaluations sont sensiblement plus basses que l'estimation de l'investissement obtenue à partir des comptes trimestriels extrapolés pour le quatrième trimestre. Cet écart montre la grande incertitude qui affecte encore la mesure de l'investissement pour 1981. Il rend plus difficile encore la prévision pour 1982 mais il suggère que l'interrogation directe des entreprises donnerait dans la situation économique actuelle une vision plus pessimiste de l'investissement que les bilans quantitatifs établis à partir des sources production et commerce extérieur.

Pour 1982, les intentions d'investissements exprimées par les entreprises industrielles restent très faibles lors de l'enquête effectuée en novembre : elles correspondent à une baisse en volume de l'investissement entre 1981 et 1982 de 7%. L'impression très défavorable donnée par ce chiffre doit être relativisée par la considération que le très fort acquis négatif dû au profil régulièrement déclinant de l'année 1981, homogène à une chute de 12% en moyenne, fait qu'une baisse de 7% en moyenne annuelle correspond vraisemblablement à un maintien des investissements à leur niveau de la fin 1981. Sur cette question essentielle pour la pérennité de la reprise en cours, les prévisions des chefs d'entreprises apportent donc une réponse pessimiste pour 1982, dans le prolongement des opinions pessimistes déjà émises sur 1981.

On sait que des révisions interviennent sur les plans d'investissements et que des écarts quelquefois importants peuvent se produire entre les prévisions initialement exprimées par les chefs d'entreprises et les réalisations finales. Ces rectifications proviennent de ce que les chefs d'entreprises ajustent en cours d'année leurs investissements selon les évolutions de la situation réelle. Or il est clair que, à cette date, les anticipations des entrepreneurs sont pessimistes. Les perspectives générales de production, qui traduisent l'opinion des chefs d'entreprises sur l'évolution globale de l'industrie, ne se redressent que lentement et sont encore orientés à la baisse. Les enquêtes de conjoncture sur l'activité montrent ainsi que les industriels n'ont pas encore confiance dans la reprise. Un délai dans la perception des évolutions générales de l'économie est tout à fait habituel de la part des agents économiques. Seuls les commerçants ont pleinement perçu la reprise et ils ne l'ont fait qu'en novembre.

Mais la probabilité que ce climat conjoncturel s'améliore au cours des mois à venir est assez grande car la reprise en cours est de nature à améliorer les résultats d'exploitation des entreprises : c'est la faiblesse de ces résultats dont le point bas a été atteint à l'été 1981 qui explique probablement une large part du pessimisme actuel des entrepreneurs.

La meilleure orientation attendue pour la demande et les profits sera-t-elle suffisante pour réenclencher le processus de l'investissement : on ne peut évidemment l'affirmer avec certitude ; on doit cependant noter que, dans le passé, des évolutions de ce genre sont en général favorables à l'investissement.

Dans ces conditions - oppositions entre des anticipations plus pessimistes que ne le suggère l'analyse de la situation économique - la prévision du comportement d'investissement est évidemment difficile. Nous avons supposé que l'écart, non expliqué, qui sépare en 1981 la mesure des investissements tirée des enquêtes et celles obtenues à partir des bilans de ressources en biens d'équipement se reporterait sur 1982. Dans ces conditions nous avons admis que le profil d'évolution des investissements correspondrait au premier semestre 1982 à une stabilisation au niveau bas atteint à la fin de 1981 mais en déterminant ce niveau bas à partir des bilans de disponibilités en biens d'équipement, c'est-à-dire sans suivre totalement le pessimisme des réponses aux enquêtes.

Le profil d'investissement retenu est donc le suivant :

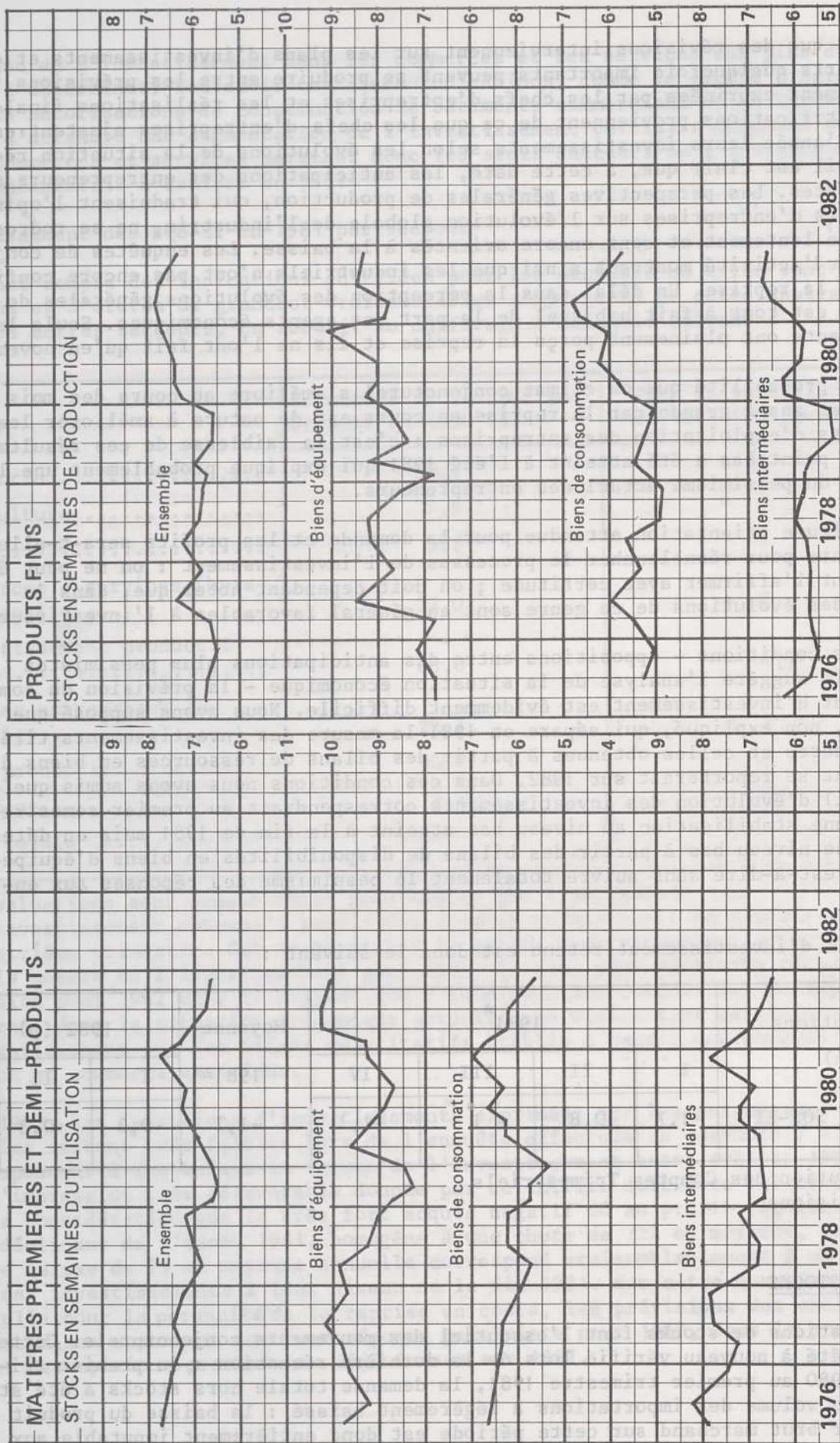
Variations (%)	1981*				Moyenne 1981*	1982 (p)	
	I	II	III	IV		I	II
FBCF des SQS-EI	-1,7	-0,8	- 1	-1,1	-1,7	-0,3	+0,3

\* : évolution des Comptes Trimestriels

p : prévisions

#### 4 - LES STOCKS

Les variations de stocks font l'essentiel des mouvements conjoncturels. Cette règle a été à nouveau vérifiée lors de la dernière récession : du premier trimestre 1980 au premier trimestre 1981, la demande totale hors stocks a été stable et le volume des importations a légèrement baissé : la baisse du produit intérieur brut marchand sur cette période est donc entièrement imputable aux variations de stocks.



La contribution de la variation de stocks a été fortement négative au premier semestre (équivalente à une baisse de 2,7% du PIB). Cette accélération de la compression des stocks initialement rendue nécessaire, rappelons-le, par l'accumulation excessive de stocks apparue dans la première phase du choc pétrolier en 1980 était vraisemblablement due à la dégradation de la situation financière des entreprises.

Au troisième trimestre, l'impact négatif des variations de stocks s'est réduit (de l'ordre de - 0,2% de PIB). Il est vrai que l'ajustement des stocks était, à la fin de ce trimestre, très avancé, notamment pour le commerce de gros comme pour celui de détail. De même, les entreprises industrielles ont jugé en octobre leurs stocks de matières premières et demi-produits proches de la normale. Seuls apparaissent encore excessifs les stocks de produits finis dans certains secteurs industriels de biens intermédiaires et de biens d'équipement.

Ainsi, la contribution des stocks devrait-elle redevenir positive au quatrième trimestre. Cette évolution semble d'ailleurs déjà acquise pour certains biens intermédiaires et pour les produits énergétiques, pour lesquels les industriels ont exprimé dans les enquêtes de conjoncture l'intention de développer leurs achats. De même une contribution positive commence à apparaître pour les biens de consommation ; elle est essentiellement le fait des commerçants dont l'appréciation sur l'évolution de la consommation s'est fortement redressée et qui après une période d'attentisme au troisième trimestre ont entrepris de reconstituer leurs stocks très dégarnis par la reprise de la demande des ménages. Ce restockage de biens de consommation devrait se développer au premier semestre 1982, tandis que celui de biens intermédiaires progresserait plus lentement, en raison de la prudence des industriels dans la reconstitution de leurs stocks amont ; pour des raisons semblables, les achats de produits énergétiques devraient rapidement se stabiliser.

Au total, la contribution positive des stocks à la croissance sur le prochain semestre pourrait approcher l'équivalent d'un demi point de PIB. Cette contribution n'est pas négligeable, elle ne paraît pas hors de portée ; elle ne correspond qu'à une stabilisation progressive du ratio stocks/demande hors stocks, qui baissait fortement depuis 1980.

\*

\* \*

L'agrégation des différentes composantes examinées ci-dessus conduit à un profil de demande totale régulièrement croissant du deuxième trimestre 1981 à la mi-1982. Après une reprise au deuxième trimestre 1981 due au réveil de la consommation et à la poussée des exportations, la demande totale progresse lentement au deuxième semestre 1981, soutenue par la consommation, mais limitée par le plafonnement des exportations et la baisse de l'investissement. Elle devrait prendre un rythme de croissance plus soutenue (de l'ordre de 3 à 4% l'an) au premier semestre 1982, malgré une moindre progression de la consommation, grâce au développement des exportations, à l'arrêt de la baisse de l'investissement, et à une contribution positive des stocks.



Conséquence de la situation de compétitivité sur le marché intérieur, le partage de l'offre reste et restera sans doute un peu plus favorable aux importations qu'à la production intérieure.

### I - LES IMPORTATIONS

#### a) les importations industrielles

Après avoir baissé de 3 % de l'automne 1980 au premier trimestre 1981, les importations industrielles ont recommencé à augmenter à partir du deuxième trimestre, dès que ce sont manifestés les premiers signes de raffermissement de la demande intérieure.

L'augmentation des achats concerne toutes les provenances géographiques mais principalement les pays européens (+ 2,6 % contre + 0,8 % pour les pays non européens au deuxième trimestre).

La reprise des importations a commencé par les biens de consommation et l'automobile. Ceux-ci ont repris leur croissance dès le début de l'année 1981 et se trouvent à l'automne 1981, environ 8 % au-dessus de leur niveau de début d'année. Les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement professionnel n'ont augmenté qu'à partir du deuxième trimestre et à un rythme moins rapide que celui des biens de consommation.

TAUX DE PROGRESSION EN VOLUME

	1980				moyenne 1980	1981		
	I	II	III	IV		I	II	III
Importations de produits manufacturés .....	5.5	0.2	1.2	-0.1	11.3	-2.8	0.8	1.2
dont								
biens intermédiaires	4.6	-3.9	-1.4	-2.1	4.0	-4.3	0.9	-0.2
biens d'équipement	7.1	6.2	4.4	3.4	23.7	-6.6	1.5	0.7
automobile-mat. transport	4.0	-0.4	-1.4	1.6	7.6	6.3	-4.2	2.2
biens de consumma- tion courante	4.5	-1.7	-0.1	-3.9	5.3	3.3	2.2	3.1
équipement ménager	9.8	-0.6	7.8	-1.0	18.4	3.9	-4.3	7.5

L'évolution du taux de pénétration ne s'était que faiblement infléchi à l'occasion de la récession : sur les trois derniers trimestres de 1980, alors que la demande baissait, le taux de pénétration avait encore augmenté de 4 %. Ce n'est qu'au premier trimestre 1981, dernier trimestre de la récession que le taux de pénétration a commencé à baisser faiblement ; cet infléchissement s'est poursuivi au deuxième trimestre lorsque la demande s'est faiblement accrue ; mais dès le troisième trimestre, le taux de pénétration des importations a repris sa croissance. Le lien entre l'évolution de la demande et celle du taux de pénétration, qui n'apparaît pas très clairement quand on se situe au niveau de l'ensemble des produits industriels, est plus évident à un niveau plus désagrégé : les taux de pénétration de la plupart des produits industriels se sont infléchis ou stabilisés au cours de l'année 1980 alors que la demande baissait et ceci malgré la poursuite de la

dégradation de la compétitivité sur le marché intérieur jusqu'à l'automne 1980 ; seul le taux de pénétration des biens d'équipement (et des automobiles) continuait alors de progresser et empêchait le taux de pénétration global de s'infléchir. De même, dès la reprise de la demande et malgré des gains assez importants de compétitivité sur le marché intérieur, le taux de pénétration augmente au deuxième trimestre pour les biens de consommation, au troisième pour la plupart des autres produits.

L'influence de la compétitivité sur l'évolution récente de la pénétration étrangère peut être mise en évidence, à partir de l'examen des taux de pénétration selon les zones de provenance. Comme on l'a vu au chapitre III, la compétitivité sur le marché intérieur ne s'est pas améliorée vis à vis des pays de la Communauté Européenne ; elle s'est en revanche renforcée à partir de la fin de 1980 vis à vis des pays non européens. Les taux de pénétration par zone reflétant ces différentes évolutions de la compétitivité, le taux de pénétration par les produits des pays de la CEE s'accroît dès le premier trimestre 1981 tandis que celui relatif aux autres provenances baisse encore au deuxième trimestre. En conclusion, il apparaît que la situation de compétitivité vis à vis des pays européens ne s'était pas suffisamment améliorée pour éviter que toute croissance de la demande interne ne se traduise par une augmentation du taux de pénétration ; l'ajustement monétaire du 4 octobre, même s'il a accru notre compétitivité vis à vis de notre principal partenaire commercial, ne semble pas remettre en cause cet état de fait : les exportateurs allemands vont vraisemblablement dans un premier temps comprimer leur marges et l'évolution assez rapide des prix intérieurs va amoindrir les gains de compétitivité acquis les mois précédents vis à vis des pays européens.

Ainsi, dans les prochains mois, le taux de pénétration devrait continuer de se dégrader, de façon modérée (1). Toutefois la faiblesse de la baisse du taux de pénétration au moment de la baisse de la demande (2) laisse planer une incertitude sur l'ampleur de sa croissance au moment de la reprise. Si l'hypothèse d'une croissance modérée du taux de pénétration se réalisait, celui-ci pourrait passer de 26,3 % au troisième trimestre 1981 à 27 % à la mi-1982. Sur ces trois trimestres les importations industrielles progresseraient alors de 6 à 7 % (pour 4 % de croissance de l'offre).

#### b) les importations énergétiques

Entre 1980 et 1981 (3) le volume des importations énergétiques françaises a baissé en moyenne de 15 %, représentant une économie d'environ 25 milliards de francs (soit 2 milliards de francs par mois).

(1) L'équation de partage de l'offre entre importations et production du modèle METRIC simule une dégradation d'un peu plus d'un demi point du troisième trimestre 1981 au deuxième trimestre 1982 justifiant une croissance des importations supérieure en moyenne de 0,6 % par trimestre à celle de l'offre.

(2) Le modèle METRIC simulait une baisse du taux de pénétration de 0,8 point au moment de la récession. On n'a observé qu'une baisse de 0,3 point.

(3) Pour pouvoir faire des comparaisons avec la production et la consommation énergétiques, on a dû raisonner en moyenne annuelle et non en glissement. De plus l'année 1981 n'étant pas achevée, les années en question commencent et finissent au 3<sup>e</sup> trimestre et non au 4<sup>e</sup> trimestre.

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982

Trois causes expliquent cette baisse : la progression de la production française d'énergie (engendrant une économie de 13,0 milliards de francs), la baisse de la consommation nationale (7,5 milliards de francs), la baisse des stocks faisant suite à une période de stockage (4,5 milliards de francs) (1).

Deux causes structurelles ont contribué à cette évolution ; d'une part la croissance sur cette période de 8,5 millions de TEP de la production française d'énergie. Celle-ci est due à une progression de 9 millions de TEP de la production d'énergie nucléaire, compensée en partie par une baisse de la production de gaz, de charbon et d'électricité hydraulique. D'autre part les économies d'énergie qui réduisent chaque année la consommation d'énergie de 2 à 3 millions de TEP.

Dans le même temps, le prix de l'énergie a continué à augmenter sous l'effet de l'appréciation du dollar (cf. § III-I). Aussi malgré la baisse des volumes, le coût de l'approvisionnement énergétique en 1981 sera très nettement supérieur à celui de 1980. Au total sur l'ensemble de l'année 1981, le prix du pétrole devrait progresser en moyenne de 14 % en dollars et de 45 % en francs. Le coût des importations de pétrole serait de 136 milliards de francs en 1981 contre 112 en 1980, portant la facture énergétique à 165 milliards de francs contre 133 en 1980 (soit 13,8 milliards de francs par mois contre 11,1 en 1980), sous l'hypothèse de 92 millions de tonnes importées en 1981 (contre 110 millions de tonnes en 1980).

Ces hypothèses sous-tendent une évolution plus défavorable de nos échanges énergétiques à la fin de l'année 1981. En effet les importations d'énergie saisonnièrement élevées, devraient alors augmenter même après correction de cet effet saisonnier. Cette progression serait due à la poursuite de la reprise de la consommation énergétique en liaison avec l'activité alors que la production nucléaire se trouverait dans une phase moins active en raison de l'échéancier des mises en service des centrales. Le déstockage devrait dès les derniers mois de 1982 se ralentir voire s'arrêter. Le supplément d'importations énergétiques toucherait essentiellement le pétrole brut : le volume importé pourrait atteindre 7,8 millions de tonnes par mois (au lieu de 6,3 en août et 7,2 en octobre) ; ce supplément de coût serait de l'ordre d'un milliard par mois d'ici à la fin de l'année ( 15 milliards de déficit énergétique par mois au lieu de 14,2 en moyenne mensuelle au troisième trimestre).

Au cours de l'année 1982, grâce aux économies d'énergie, la progression de la consommation énergétique devrait rester modérée malgré une activité plus soutenue (environ 5 millions de TEP de plus qu'en 1981).

(1)  $\Delta$ Importations énergétiques =  $\Delta$ consommation -  $\Delta$ production +  $\Delta$ (variation de stocks)  
 = - 5 millions de TEP - 8,5 millions de TEP  
 = - 3,1 millions de TEP  
 soit en valorisant les variations de TEP par le prix du pétrole  
 = - 7,5 milliards de F - 13,0 milliards de F  
 = - 4,5 milliards de F  
 = 25 milliards de F.

La consommation d'énergie pourrait tout juste retrouver son niveau de 1980 (189 millions de TEP). La progression de la production d'énergie nucléaire (2) bien que moins vive qu'en 1981 (environ 6 millions de TEP en 1982 contre près de 9 millions de TEP en 1981), suffirait à satisfaire ce supplément de consommation.

Le déstockage observé en 1981 pour le pétrole devrait se ralentir en 1982. Mais ce mouvement serait compensé par un déstockage de charbon (3). Ainsi le mouvement des stocks serait sans effet sur les achats énergétiques.

Au total, le volume des importations énergétiques devrait se stabiliser sur son niveau moyen de 1981. Cette stabilisation résulterait d'une légère progression des achats de pétrole et de gaz, compensée par une baisse équivalente des importations de charbon.

Compte tenu de l'évolution favorable des prix, cette stagnation des volumes importés devrait permettre de stabiliser le coût de l'approvisionnement énergétique à son niveau moyen de 1981 (soit 13,7 milliards par mois).

(2) L'énergie nucléaire représenterait en 1982, 15 % de la consommation d'énergie.

(3) Les stocks de charbon se sont alourdis au cours des années précédentes ; la consommation a baissé plus vite que la production.



## II - LE SOLDE DES ECHANGES AVEC L'EXTERIEUR

Le solde des produits agro-alimentaires se maintient, au travers de fluctuations au mois le mois, autour de 2 milliards de francs d'excédent par mois. Au cours des prochains mois, on attend une certaine reprise de la croissance des importations, due en particulier à un rattrapage partiel de la forte diminution des achats de graines de soja (moitié moindre sur les 9 premiers mois de 1981 que sur les 9 premiers mois de 1980) ; les volumes exportés ne devant plus progresser (cf. § IV-2), le solde pourrait se réduire légèrement et revenir à un excédent de 1,5 milliard de francs par mois à la mi 1982.

L'excédent des échanges industriels était passé de 3 milliards de francs par mois en moyenne en 1980, à 5,5 milliards de francs à la mi 1981 lorsque les exportations étaient très fortes et la reprise des importations à peine amorcée. Depuis quelques mois ce solde s'oriente à la baisse. Cette baisse ne devrait se poursuivre que lentement dans les prochains mois ; la baisse du taux de couverture en volume générée par la reprise plus forte de nos importations que de nos exportations serait en partie compensée par des gains de terme de l'échange qui accompagneraient la perte de compétitivité de la France dans les prochains mois.

Le solde industriel pourrait se situer autour de 5 milliards de francs par mois à la mi 1982.

Enfin, comme on l'a vu au paragraphe précédent, le déficit énergétique pourrait s'accroître passagèrement en fin d'année 1981 de 1 milliard de francs pour se stabiliser autour de 13,7 milliards de francs par mois au cours de l'année 1982.

Au total le déficit mensuel FOB-FOB pour l'ensemble des échanges commerciaux pourrait se creuser d'ici à la fin de l'année et dépasser les 5 milliards de déficit mensuel (contre 4,6 en moyenne mensuelle au troisième trimestre 1981).

Pour l'année 1981, le solde FOB-FOB cumulé devrait se situer autour de 55 milliards de francs. L'excédent des paiements courants avoisinerait les 30 à 35 milliards de francs.

Au cours du premier semestre 1982, le retour à un moindre déficit des achats énergétiques compenserait la légère dégradation des soldes industriel et agro-alimentaire. Ainsi le déficit devrait se stabiliser autour de 5 milliards de francs par mois.

### III - LA PRODUCTION

#### a) la production industrielle

La production industrielle, en baisse depuis le quatrième trimestre 1980, a atteint un point bas au premier trimestre 1981. Le recul de l'activité industrielle de l'ordre de 6 % (en termes de comptabilité Nationale) était le plus sensible dans les biens intermédiaires (- 11 %) et le matériel de transport terrestre (- 12 %) ; les biens de consommation et l'équipement ménager étaient également touchés (- 5 %) ; les industries de biens d'équipement professionnel prises dans leur ensemble, ne connaissaient pas de fléchissement très net de leur niveau d'activité, la progression des secteurs électriques et électroniques compensant la baisse des branches mécaniques.

A partir du deuxième trimestre, il résulte du raffermissement de la demande une reprise de l'activité industrielle en dépit de la remontée des importations, en particulier dans les biens de consommation.

Cependant, l'évolution différenciées des composantes de la demande a entraîné un développement inégal des secteurs ; c'est dans les secteurs des biens intermédiaires que la reprise a été la plus précoce : en effet, la demande intérieure s'est accrue tandis que les exportations faisaient un bond en avant, que les importations n'augmentaient que légèrement et que le déstockage amorcé en début 1981, se poursuivait durant les neuf premiers mois de l'année mais à un rythme constant n'induisant plus d'impact négatif sur la croissance. Ainsi, la production de biens intermédiaires a-t-elle pu progresser de 4 % sur deux trimestres.

Dans l'automobile et le matériel de transport terrestre, la reprise a été également sensible (près de 5 % sur deux trimestres). Ce secteur a bénéficié aussi d'une évolution favorable du solde commercial ; en effet les importations ont chuté tandis que les exportations augmentaient de plus de 10 %. D'autre part, les emplois intermédiaires et la consommation des ménages sont restés sur une pente ascendante, le seul facteur négatif provenant du déstockage.

Ainsi, les deux secteurs qui ont connu la récession la plus forte sont également ceux où la reprise est la plus nette. Celle-ci compense cependant à peine la moitié de la baisse enregistrée lors de la récession mais il est vrai sur une période deux fois plus courte. En d'autres termes, le rythme de croissance moyen pour ces deux branches semble comparable au rythme de décroissance enregistrée lors de la récession.

Un troisième secteur, il est vrai moins important, connaît une croissance assez nette de sa production (4 % sur les deux derniers trimestres) ; il s'agit des biens d'équipement ménager qui profitent de la reprise de la consommation des ménages d'autant que celle-ci s'est surtout dirigée vers les biens durables.

En revanche, comme le solde commercial évoluait défavorablement et que le déstockage s'accélérait, la production des autres biens de consommation n'a que faiblement cru du premier au troisième trimestre.

Enfin, la tendance de la production est à la stabilité dans les biens d'équipement professionnel ; les exportations sont en forte croissance mais la demande intérieure est en déclin, du fait de la faiblesse de l'investissement.

Dans l'ensemble de l'industrie, la croissance de la production (environ 2 % du premier trimestre 1981 au troisième trimestre 1981) est supérieure à celle des importations. Mais la production destinée au marché intérieur, compte tenu de la forte poussée des exportations, augmente, quant à elle, moins vite que celles-ci.

En dépit de l'incertitude que fait peser cette perméabilité de notre marché intérieur, les industriels interrogés aux enquêtes de conjoncture estiment que la reprise de la production devrait se poursuivre au quatrième trimestre à un rythme comparable à celui des deux trimestres précédents. Toutefois, en raison des évolutions divergentes de la demande selon les secteurs, celle-ci serait loin d'être globale. En effet, dans les biens d'équipement, les industriels envisagent un affaïssissement de la demande intérieure tandis que la demande étrangère, qui était à un niveau élevé, devrait plafonner. En conséquence, la production de biens d'équipement stagnerait.

Dans les biens intermédiaires, la demande étrangère resterait stable ; d'autre part, la demande intérieure devrait se ralentir ; en effet les difficultés des industries de biens d'équipement entraînent une réduction des commandes adressées à la métallurgie lourde. A l'opposé, la réduction des stocks de demi produits semble avoir été menée à son terme chez les utilisateurs (en particulier dans les biens de consommation et les biens intermédiaires) et le restockage qui devrait en découler chez ceux-ci jouerait positivement sur la demande, même si, chez les producteurs de biens intermédiaires, les stocks restent encore supérieurs à la normale. Au total, le rythme de croissance de l'activité dans les biens intermédiaires fléchirait au quatrième trimestre : en particulier il se ralentirait fortement dans la métallurgie.



ANALYSE DE LA PHASE INITIALE DE REPRISE  
(comptes trimestriels en volume)

TAUX DE CROISSANCE DU TROISIEME TRIMESTRE 1981 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE 1981

BRANCHES	production	imports	ressources	exports	emplois intermédiaires	consommation ménages	F.B.C.F.	Emplois hors stocks	contribution de la variation de stocks (en Mds Fs)
IAA .....	1	- 2,8	0,6	0,6	1,9	1,3	X	1,4	- 0,3 Mds
Energie .....	- 0,1	- 1,0	- 0,2	7,1	0,6	2,4	X	1,6	- 0,5 Mds
Pdts manufacturés .....	2,6	2,0	2,5	8,0	2,0	2,9	- 1,0	3,0	- 1,2 Mds
dont									
intermédiaires ...	4,2	0,7	3,1	7,1	2,2	X	X	3,1	- 0,1 Mds
Eqpt professionnel	1,8	2,2	1,7	10,2	1,5	X	- 1,4	2,8	- 0,5 Mds
Matériel transport	4,6	- 2	3,1	11,3	3,7	4,7	- 2,4	4,4	- 0,3 Mds
Consommation .....	0,5	5,3	1,8	4,2	1,0	2,4	X	2,2	- 0,2 Mds
Eqpt ménager .....	4,3	3,2	5,5	1,2	X	7,7	X	6,8	- 0,1 Mds
Industrie .....	2	1,3	1,9	7,3	1,7	2,3	- 1,0	2,6	- 2,1 Mds

Contribution de la variation de stocks = variation de stocks au troisième trimestre - variation de stocks au premier trimestre.

A contrario, la croissance des industries de biens de consommation et d'équipement ménager devrait s'accélérer au quatrième trimestre du fait de la bonne orientation de la consommation des ménages.

Au premier semestre 1982, l'ensemble des industries de biens de consommation devrait conserver une progression soutenue, même si la consommation des ménages en produits manufacturés tend à redevenir un peu moins forte, en raison de la contribution positive des stocks et des exportations notamment vers la CEE. Pour les mêmes motifs, la production de biens intermédiaires devrait augmenter après sa pause du quatrième trimestre. Seule la production de biens d'équipement devrait rester stagnante, avec de fortes disparités suivant les branches. Au total, la production industrielle suivrait une tendance proche de 4 % l'an, mais ne devrait pas rejoindre les niveaux antérieurs à la récession.

En terme d'indices, après être passée par un maximum (137) au premier trimestre 1980, et un minimum (127) au premier trimestre 1981, la production devrait avoisiner 134 à la mi 1982.

#### b) le bâtiment et les travaux publics

Dans l'ensemble, l'activité dans le bâtiment et les travaux publics a peu évolué depuis le début de l'année ; cependant la tendance récente de la demande oriente la production sur une pente lentement déclinante.

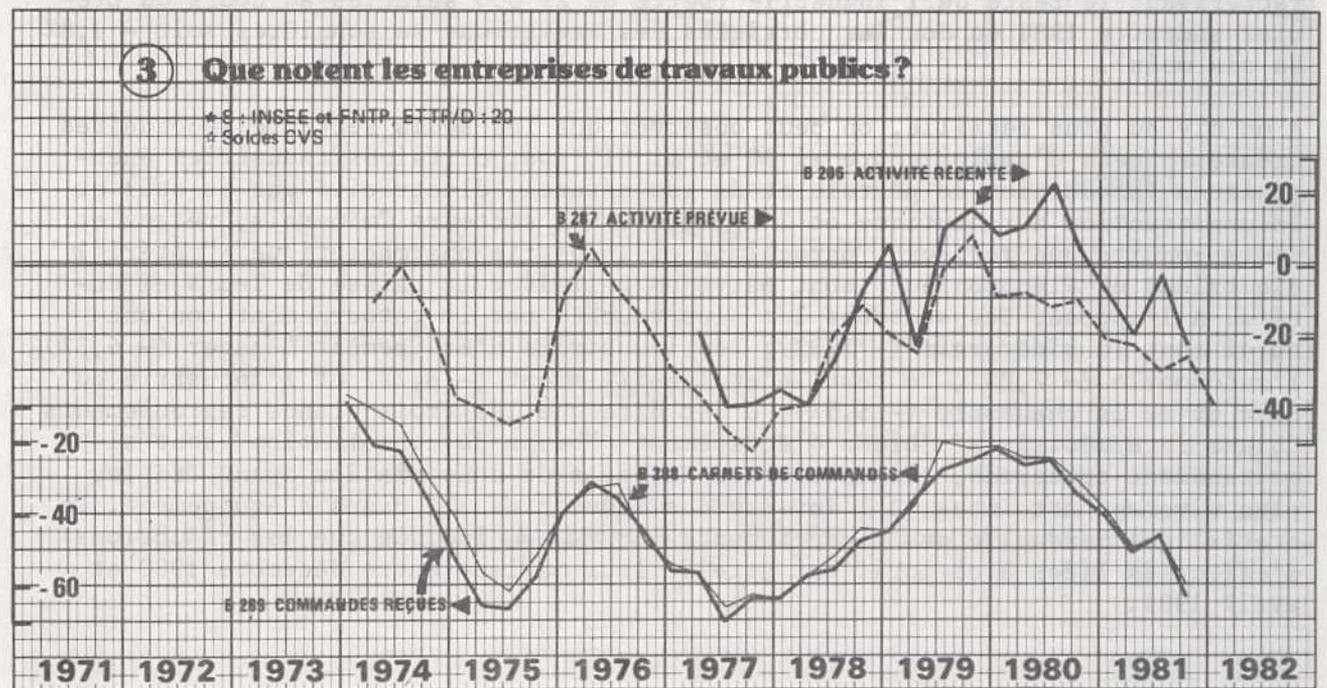
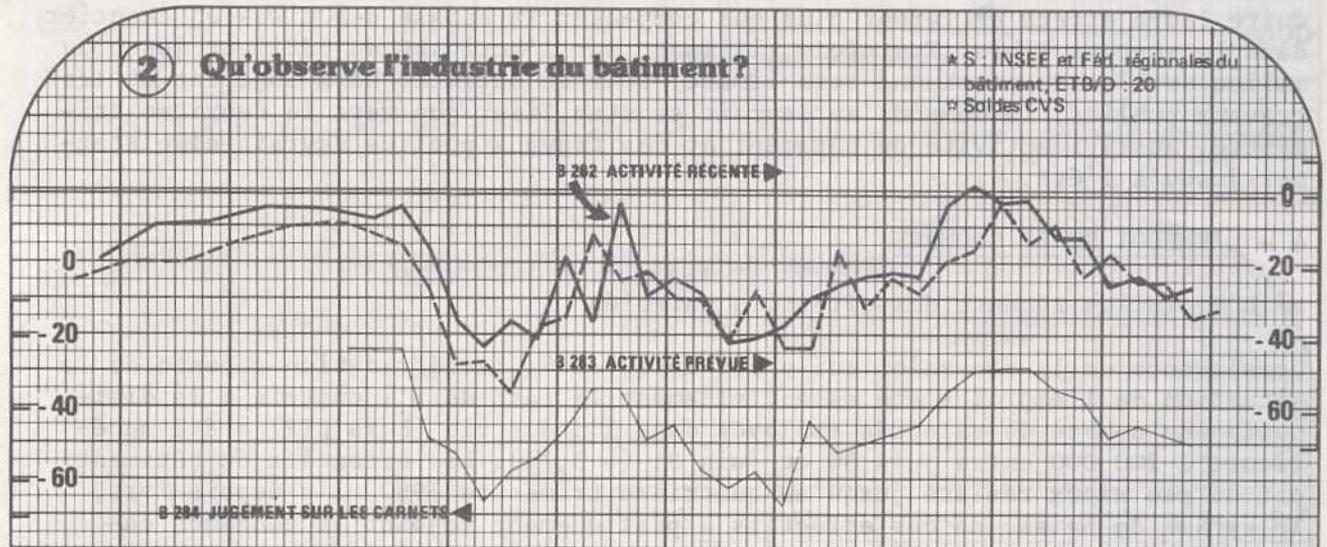
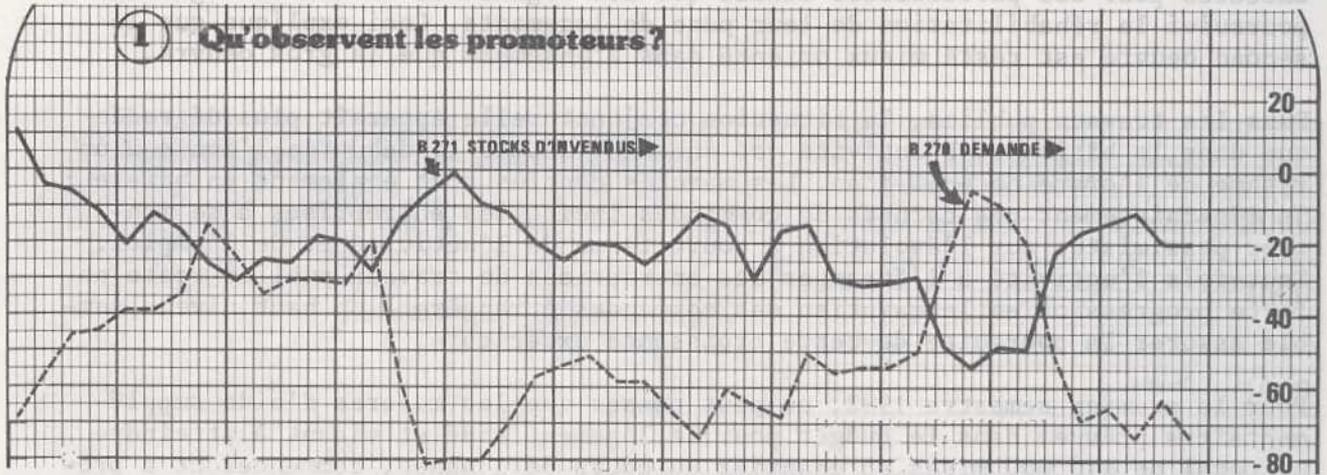
En ce qui concerne le logement, les mises en chantier ont progressé de 4,5 % pour les 8 premiers mois par rapport à la même période de l'année précédente ; cette amélioration provient principalement du logement collectif : dans le secteur locatif aidé, d'une part, où certains retards ont été rattrapés et également dans le secteur libre grâce au développement de constructions dans les zones touristiques des Alpes et de la Méditerranée. Au total les mises en chantier de logements collectifs ont progressé de 12 % tandis que celles de maisons individuelles déclinaient (- 4 %). Un ralentissement des mises en chantier apparaît en fin d'année aussi peut-on attendre pour l'ensemble de 1981 un niveau voisin de celui de 1980 (soit environ 400 000 logements). Toutefois, l'évolution structurelle caractérisée par la baisse relative de l'individuel et l'accroissement du secteur locatif se traduit par une réduction de la qualité moyenne et entraîne ainsi le volume de la production sur une tendance à une légère diminution.

La dernière enquête auprès des promoteurs montre que la demande de logements neufs à acheter reste très faible et se répercute sur les perspectives de mises en chantier surtout dans le secteur libre, alors que les promoteurs publics encouragés par les mesures favorables prises dans le budget 1982 font preuve de plus d'optimisme.

Autre secteur important du bâtiment, la construction autre que logement est restée à un bon niveau au cours du premier semestre ; cependant les dernières statistiques concernant les mises en chantier et les autorisations font apparaître un net ralentissement de celles-ci, les surfaces commencées de juillet à septembre étant même inférieures de 3 % à celles de l'année passée.

Il semble donc que le ralentissement de l'investissement commence à se répercuter au second semestre sur ce secteur ; une analyse plus détaillée montre que les bureaux et les locaux commerciaux continuent de progresser fortement alors que les bâtiments agricoles et surtout les bâtiments industriels et le stockage sont en recul.

GRAPHIQUE EXTRAIT DU CAHIER 1  
DE «TENDANCES DE LA CONJONCTURE»



Les travaux d'amélioration et d'entretien sont restés dans l'ensemble à un bon niveau ; d'importants travaux d'économie d'énergie et d'isolation ont été exécutés pour des particuliers tandis que les organismes de HLM ont également poursuivi la réhabilitation de leur parc de logements. Ceci explique que le second oeuvre est resté mieux orienté dans l'ensemble que le gros oeuvre.

Dans les travaux publics, la situation conjoncturelle apparaît plus dégradée que dans le bâtiment. L'activité est en recul depuis le début de l'année à un rythme de l'ordre de - 5% l'an. Les marchés conclus sont également en baisse ; le dégarnissement des carnets de commandes incite les entreprises à se montrer pessimistes sur l'évolution à court terme de l'activité et de l'emploi. Toutefois l'activité à l'étranger des entreprises de travaux publics reste en forte progression et le maintien des commandes étrangère à un haut niveau semble assurer la poursuite de cette croissance extérieure.

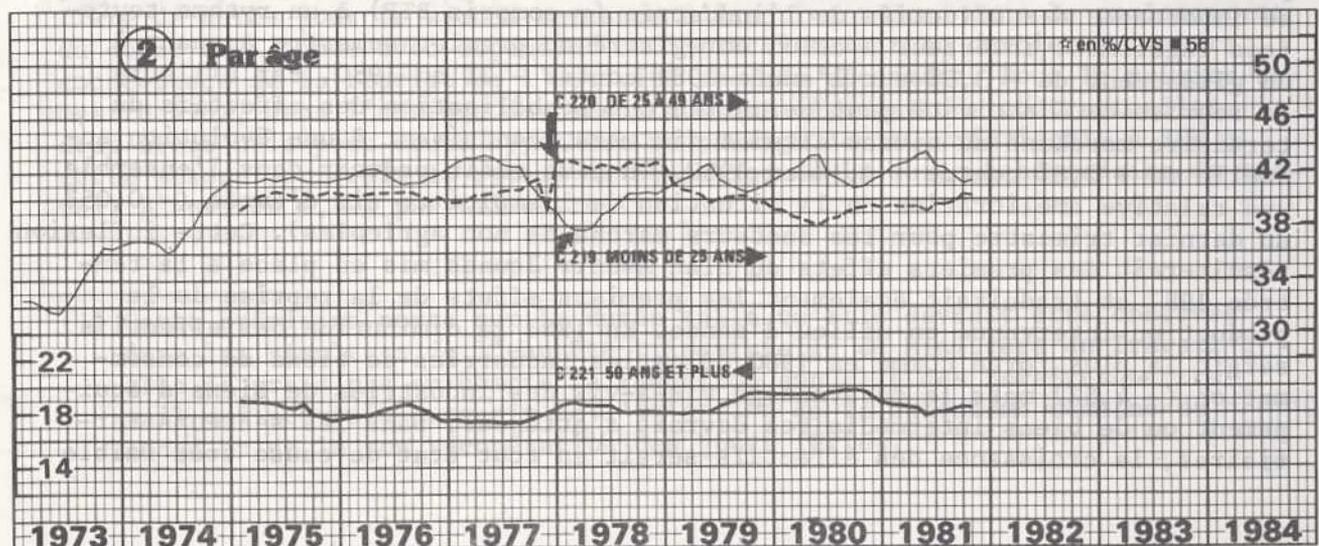
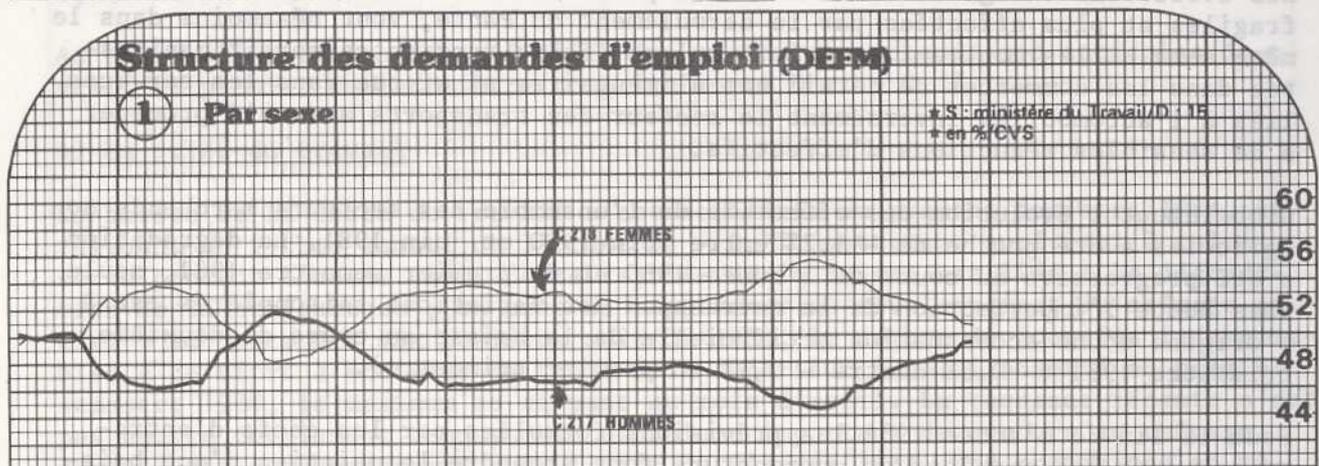
Pour le premier semestre 1982, on peut penser que les mesures d'aide supplémentaires prévues dans le budget pour le logement aidé et visant à atteindre un total de 410 000 mises en chantier au cours de l'année, commenceront à produire leurs effets et feront plus que compenser la baisse des mises en chantier dans le secteur libre. Toutefois, l'impact sur l'activité du bâtiment jusqu'au milieu de l'année prochaine sera limité. Pour le bâtiment hors logement et les travaux publics, la demande ne devrait se stabiliser que vers le deuxième trimestre. Aussi l'activité du bâtiment et des travaux publics devrait-elle stagner jusqu'à l'été.

#### 4 - L'EMPLOI ET LE CHOMAGE

##### a) L'évolution récente des effectifs salariés

Conséquence de la récession qui y est intervenue, la dégradation récente de la situation de l'emploi a été essentiellement le fait de l'industrie ; la diminution du nombre de salariés employés dans l'industrie (hors BTP) a été supérieure à 200 000 entre juin 80 et juin 81 (- 3,7%). Les effectifs du bâtiment ont un peu mieux résisté jusqu'au quatrième trimestre 1980 mais depuis lors, le rythme de baisse de ces effectifs a pratiquement rejoint la tendance caractérisant le reste de l'industrie (perte de 27 000 salariés au cours du premier semestre 1981 en données corrigées des variations saisonnières soit - 1,8% en six mois).

A un niveau plus détaillé, on peut observer que les seuls secteurs secondaires créateurs nets d'emploi entre mi 80 et mi 81, sont certaines industries énergétiques (production de pétrole et de gaz naturel, électricité-gaz et eau) et la construction aéronautique et l'armement. Les secteurs "minerais, métaux et demi-produits non ferreux" "parachimie et industrie pharmaceutique" "matériel électrique et électronique" sont parvenus à limiter la baisse de leurs effectifs. A l'opposé, les secteurs les plus touchés par le retournement conjoncturel sont la sidérurgie (- 7,3%), les industries d'équipement ménager (- 6,3%) l'automobile (- 7,8%), le textile et l'habillement (- 8,2%) et l'industrie du cuir et de la chaussure (- 5,5%). C'est dire que les trois grands regroupements "biens intermédiaires" "biens d'équipement" "biens de consommation" sont simultanément concernés, les industries de biens de consommation ayant été les plus vivement atteintes, à l'inverse des industries de biens d'équipement. La statistique mensuelle des licenciements économiques indique que les réductions d'effectifs liées à ce motif ont atteint leur maximum entre décembre 1980 et avril 1981.



Les effets des pactes pour l'emploi impriment un rythme heurté à l'évolution des effectifs du tertiaire marchand. Rappelons que la deuxième campagne du troisième Pacte a eu des effets beaucoup plus marqués que la première en ce qui concerne les stages pratiques en entreprise avec des conséquences sur l'évolution des effectifs apparaissant comme décalées dans le temps par rapport aux années antérieures. On peut néanmoins dégager des évolutions récentes quelques conclusions suffisamment affirmées.

Au cours de l'année 1980, les secteurs moteurs de la croissance de l'emploi tertiaire sont restés certains secteurs du commerce (essentiellement commerces de détail alimentaires) et surtout les services marchands (hôtels-café-restaurants, "services rendus aux entreprises" ou "aux particuliers"). Cependant la croissance de ce poste "services marchands" s'est nettement ralentie passant de + 3,2% en 1979 à + 1,8% en 1980, et ceci malgré l'effet du Pacte pour l'emploi. De façon générale, les taux d'évolution des effectifs des grands postes du tertiaire marchand se sont tous réduits de moitié environ entre 1979 et 1980, le taux global passant de + 2,0% à + 1,1%. Les secteurs pour lesquels la rupture a été la plus nette sont certains secteurs du commerce ou la réparation automobile qui sont en régression. Par ailleurs l'exploitation des statistiques UNEDIC révèle une baisse du nombre de personnes rattachées à des entreprises de travail temporaire, entre la fin 79 et la fin 80, ce que confirme l'évolution du nombre de contrats conclus au cours de l'année 1980. Tout ceci indique bien l'essoufflement des créations d'emploi dans les secteurs tertiaires.

Les évolutions enregistrées au cours du premier semestre 1981 qui sont plus fragiles et plus affectées par le déroulement du Pacte, vont néanmoins dans le même sens. Elles montrent toutefois qu'une légère reprise se serait manifestée dans les commerces de détail non alimentaires ainsi que dans les services liés à l'automobile. Inversement le secteur des transports a semblé procéder à de sensibles réductions d'effectifs.

Globalement l'évolution des effectifs de l'ensemble des secteurs marchands non agricoles a été proche de - 1,2% entre juin 1980 et juin 1981. La dégradation a été progressive au cours de l'année 1980 et du premier semestre 1981, seule sans doute l'imperfection de la correction des variations saisonnières est à l'origine d'une accentuation artificielle de la baisse au cours du deuxième trimestre 1981 (- 0,6% contre - 0,1% au premier trimestre).

Pour la fin de l'année 1981 les prévisions formulées par les chefs d'entreprise dans les enquêtes de conjoncture font attendre le maintien d'une baisse importante des effectifs de l'industrie (y compris BTP) à un rythme toutefois légèrement inférieur à celui enregistré au premier semestre amenant à un glissement de - 3,5% sur l'année 1981 contre - 2% en 1980. Par ailleurs la reprise de l'activité peut permettre une stabilisation des effectifs du tertiaire marchand au niveau atteint fin mars, conduisant à une évolution annuelle de + 0,8% contre + 1,1% en 1980. On peut enfin prévoir dans l'ensemble une relative amélioration de la situation de l'emploi en fin d'année (- 0,05% au dernier trimestre pour les secteurs marchands non agricoles). Cette inflexion résulterait des premiers effets du Plan Avenir Jeunes mis en place à la rentrée 1981 et traduirait également les premiers effets de la reprise de la production intervenue en milieu d'année. En 1981 la diminution des effectifs serait la plus forte comme en 1980, dans les industries de biens de consommation (- 4,5%); mais le désavantage vis-à-vis des industries de biens d'équipement ou de biens intermédiaires devrait s'atténuer. Dans les secteurs tertiaires, la croissance des effectifs serait en tout état de cause très faible

exception faite des services marchands (+ 1,4%) du fait en particulier des créations d'emploi touchant la santé. Au total en 1981, les effectifs des secteurs marchands non agricoles diminuerait donc de 1,4% en glissement (soit une baisse de près de 200 000).

L'élément déterminant de l'évolution des effectifs en 1982 sera le profil de la reprise en cours. Comme il a été indiqué ci-dessus, celle-ci sera d'une vigueur modérée ; ses effets sur l'emploi ne se feront sentir que progressivement ; au premier semestre, il ne semble pas pouvoir aller au-delà d'une stabilisation des effectifs, d'autant que les entreprises qui, il est vrai, disposent généralement de capacités de productions inemployées semblent très prudentes dans l'embauche de personnel. En sens inverse, les mesures annoncées récemment et destinées à favoriser la création d'emplois (réduction de la durée du travail, mise en place de contrats de solidarité visant à favoriser les passages en pré-retraites totales ou partielles ou à réduire notablement la durée hebdomadaire du travail tout en assurant des embauches nouvelles) devraient commencer à avoir des effets au premier semestre 1982. Il est actuellement très difficile de fournir une prévision chiffrée de l'impact de ces décisions, du fait de l'information très réduite dont on peut disposer sur les modalités d'application ou l'accueil qui sera réservé à ces mesures : les négociations sur la réduction de la durée du travail ne sont pas terminées et très peu de contrats de solidarité ont été signés jusqu'à présent ; il est vraisemblable que l'impact sur l'emploi ne sera net que dans la deuxième moitié de 1982 et que la progression supplémentaire des effectifs qui en résultera au premier semestre sera très faible et n'excédera par 0,1% à 0,2%.

Au total, l'évolution des effectifs des secteurs marchands non agricoles devrait au premier semestre être comprise entre 0 et + 0,1%.

#### b) La durée du travail

La baisse de la durée du travail s'est accélérée au premier semestre 1981, atteignant un rythme annuel de l'ordre de - 0,7%, nettement supérieur à celui observé pendant l'année 1980. Cette reprise de la baisse est liée à la dégradation de la conjoncture ; on peut la rapprocher du développement du chômage partiel : au cours des six premiers mois de 1981, le nombre de journées indemnisables à ce titre a été plus de trois fois supérieur à celui observé au premier semestre 1980, le maximum se situant au mois d'avril. La tendance récente n'est pas encore totalement connue mais un volume important de recours au chômage partiel est déjà programmé pour la fin de l'année 1981. Les prévisions en matière de durée pour le second semestre s'inscrivent donc dans le prolongement du début de l'année avec cependant un infléchissement au dernier trimestre, conséquence de la reprise de l'activité amorcée récemment. Pour le premier semestre 1982, dans l'attente des résultats des négociations contractuelles, nous avons pris pour seule hypothèse un passage de la durée légale à 39H ; cette mesure porterait le rythme de réduction de la durée hebdomadaire de travail à environ 0,30% par trimestre (1).

- (1) Cette prévision porte sur la durée telle qu'elle devrait être observée dans les résultats de l'enquête trimestrielle du Ministère du Travail ; elle ne prend pas en compte la réduction annuelle des horaires de travail qui pourrait provenir de l'extension de la cinquième semaine de congé et de la non récupération des jours fériés.

c) Le chômage

A partir du quatrième trimestre 1980, la contraction des effectifs a provoqué un gonflement du chômage. La progression des demandes d'emploi en fin de mois a été extrêmement vive jusqu'en juin 1981 (+ 310 000 sur le premier semestre); puis une stabilisation est intervenue. En octobre, le mouvement saisonnier, atteignant son amplitude maximale ce mois, a porté provisoirement, comme il était prévisible depuis juin, le nombre brut des demandeurs d'emploi au-delà des deux millions. Par ailleurs, la remontée enregistrée entre septembre et novembre après deux mois de baisse sur la série corrigée des variations saisonnières (1 843 000 en novembre contre 1 813 000 en septembre) montre que la tendance à l'augmentation du chômage reste active : un tel redressement des demandes d'emploi dès octobre est inhabituel puisque, depuis 1977, du fait des Pactes pour l'emploi c'est une baisse que l'on observait ce mois ; or les premiers résultats du Plan "Avenir Jeunes" sont d'une amplitude tout à fait comparable à ceux du Pacte pour l'emploi de 1980, comme le montre le tableau ci-dessous :

Nombre de bénéficiaires :

	Période 1er juil. 31 oct. 1981 Plan "Avenir Jeunes"	RAPPEL PACTE 3 (2° campagne) 1er juil. 31 oct. 1980
Apprentissage (contrats enregistrés) ...	56 340	55 043
Exonération des cotisations de sécurité sociale .....	32 982	34 618
(offres de stages déposées à l'ANPE) .....	53 665	68 524
Stages en (prises en charges déposées à entre- l'ANPE) .....	32 835	59 870
prise (stagiaires agréés par la D.D.T.E.) .....	22 278	27 487
Contrats emploi-formation	20 495	20 131
(- qualifiants		
( . places offertes .....	9 844	14 685 (1)
Stages ( . places pourvues .....	3 907	8 248 (2)
(		
de for- (- d'insertion		
mation ( . places offertes .....	1 311	
( . places pourvues .....	529	
Primes à l'embauche du premier salarié (artisanat)	4 011	3 877 (autres 885)
TOTAL DES BENEFICIAIRES .....	140 542	150 289

(1) Places offertes pour l'ensemble des stages

(2) Places pourvues pour l'ensemble des stages

La stabilisation du rythme de progression des demandes d'emplois en fin de mois a coïncidé avec la réduction du volume des disparitions d'emploi, observées à partir du mois de juin. Les caractéristiques du chômage actuel semblent donc avoir quelque peu changé depuis le printemps : la croissance sur un an du chômage masculin a légèrement baissé de rythme au cours de l'été (+ 35,8% en juin ; + 34,5% en septembre) alors que dans le même temps, celle relative au chômage féminin voyait son taux plus que tripler, passant de + 5,7% à + 18,8%). La part des hommes dans le stock de demandeurs reste nettement plus élevée qu'il y a un an (48% contre 45%) mais leur importance relative dans les flux d'entrée a presque retrouvé son niveau du mois correspondant de 1980 après s'en être écarté de près de trois points.

De façon liée on assiste depuis 4 mois à une amélioration relative de la situation de l'emploi industriel comme le montre l'évolution de la répartition des demandeurs d'emploi selon le groupe de métiers ou selon la qualification. Le taux d'accroissement sur un an des stocks de demandeurs d'emploi relatives à des métiers industriels est passé de 33,2% à 32,5% entre juin et septembre, contre 19,6% et 21,1% respectivement pour les métiers tertiaires. De même le taux de croissance des demandes d'ouvriers qualifiés a diminué dans le même temps de 51,8% à 43,2% alors que celui relatif aux employés a cru de 20,2% à 23,2%, notamment du fait du chômage des employés qualifiés.

Les flux d'entrée en chômage restent élevés puisque, pour la première fois, le nombre de demandes enregistrées (données brutes) a dépassé les 400 000 au cours du mois de septembre. En octobre 81, ce nombre continue à dépasser nettement le niveau atteint un an auparavant (+ 15% en données brutes + 20% en données CVS). L'évolution de la répartition de ces demandes par motif d'inscription confirme que les pertes d'emploi pour cause de licenciement (17,3% des demandes en septembre 81 contre 18,6% en 80), ne constituent plus la raison première de l'accroissement du chômage. Par contre la part des fins de contrat à durée déterminée est toujours en forte augmentation (35,2% en septembre 1981 et 31,9% en septembre 80). Les sorties de pacte de titulaires de stages pratiques ont contribué à ce gonflement, puisque d'après une enquête réalisée en septembre 1980 par le Ministère du Travail, environ 21% des bénéficiaires de cette mesure s'inscrivent à l'ANPE à l'issue du stage. Enfin la proportion des premières entrées et des reprises d'activité ne semble pas avoir retrouvé son niveau d'avant le printemps 1980 même si la série des inscriptions pour "reprises d'activité" semble légèrement se redresser depuis le mois d'août.

L'activité réduite du marché du travail apparaît à travers la faiblesse du nombre d'offres d'emploi et de placements effectués par l'Agence : en données CVS, le niveau des offres à la fin octobre n'est plus que de 62 000 (- 21,6% en un an) et les offres enregistrées au cours du mois d'octobre ne sont plus que de 51 000 (- 17,7% en un an) (1) ; jamais des niveaux aussi bas n'avaient été observés. De même le nombre de placements effectués par l'Agence au mois d'octobre (46 000) est en nette diminution par rapport au mois correspondant des années 1979 et 1980 alors que le stock de demandeurs d'emploi s'est considérablement alourdi depuis. Néanmoins le nombre d'annulation ayant connu

(1) Par contre le nombre des offres d'emplois enregistrées de catégories 3 (offres à durée déterminée) progresse à un rythme soutenu depuis un an, compensant la chute des offres à durée indéterminée. En 4 ans, la part de ces offres d'emplois saisonnier ou temporaire est passée de 21% à 32% de l'ensemble des offres enregistrées de toutes catégories signe d'une précaution croissante de l'emploi offert.

une augmentation notable, les flux de sortie sont devenus depuis le milieu de cette année, plus importants par comparaison avec les années antérieures. Les chances de sortie du chômage restent toutefois beaucoup plus faibles qu'auparavant (le taux de satisfaction des demandes déposées au cours du mois est actuellement de l'ordre de 10%, celui relatif aux demandes déposées au cours des trois derniers mois d'environ 18% contre respectivement 13% et 24% en octobre 1980). Le "vieillissement" de la population en chômage commence à se manifester et il sera de plus en plus sensible au cours des mois à venir, au fur et à mesure que les vagues de chômeurs inscrits entre l'automne 80 et l'été 81 gonflent les tranches d'ancienneté supérieures à un an.

Au total, l'analyse du marché du travail montre que le mouvement de reprise intervenu au printemps se traduit effectivement depuis le troisième trimestre sur l'évolution du chômage, mais de façon très progressive. Aussi le nombre des demandeurs d'emploi devrait-il progresser lentement jusqu'en fin d'année, où il atteindrait 1 850 000 en données corrigées des variations saisonnières (mais, compte tenu de la saisonnalité, il baisserait en données brutes, revenant sans doute en-dessous de 2 000 000).

Pour le premier semestre 1982, la faible augmentation attendue des effectifs des secteurs marchands n'est pas de nature, même si on y ajoute les créations d'emploi dans les administrations, à provoquer à elles seules une inversion de la tendance des demandes d'emploi, d'autant que l'évolution démographique sera en 1982, comme les années précédentes, défavorable du point de vue du chômage (augmentation des ressources en main-d'oeuvre de 235 000 en 1982 contre 246 000 en 1981 et 253 000 en 1980). En ce qui concerne les mesures spécifiques de lutte contre le chômage, au vu de l'information disponible à ce jour, l'impact sur le nombre de demandeurs d'emploi, très difficile à évaluer, ne semble pas pouvoir dépasser compte tenu des délais de mise en oeuvre, quelques dizaines de milliers sur le premier semestre 1982. Sous cette hypothèse, le nombre de demandeurs d'emplois devrait être voisin de 1 950 000 (en données corrigées des variations saisonnières) à la mi-1982.

L'analyse du marché du travail apparaît à travers les tableaux du nombre d'offres d'emploi et de placements effectués par l'Agence et les données CVS, le niveau des offres a été plus élevé que celui des placements effectués au cours du mois d'octobre et plus que celui des placements effectués au cours des trois derniers mois d'octobre. De même le nombre de placements effectués par l'Agence au cours du mois d'octobre (25 000) est en nette diminution par rapport au mois correspondant des années 1980 et 1981. Le stock de demandeurs d'emploi a augmenté depuis l'été 1980. Néanmoins le nombre d'annulations ayant cours...

(1) Les données les plus récentes de l'Agence nationale de l'emploi (ANPE) indiquent que le nombre d'offres d'emploi a augmenté de 10% en octobre 1981 par rapport à septembre 1981. Le nombre de placements effectués par l'Agence a augmenté de 15% en octobre 1981 par rapport à septembre 1981. Le stock de demandeurs d'emploi a augmenté de 10% en octobre 1981 par rapport à septembre 1981.

(2) Les données les plus récentes de l'Agence nationale de l'emploi (ANPE) indiquent que le nombre d'offres d'emploi a augmenté de 10% en octobre 1981 par rapport à septembre 1981. Le nombre de placements effectués par l'Agence a augmenté de 15% en octobre 1981 par rapport à septembre 1981. Le stock de demandeurs d'emploi a augmenté de 10% en octobre 1981 par rapport à septembre 1981.

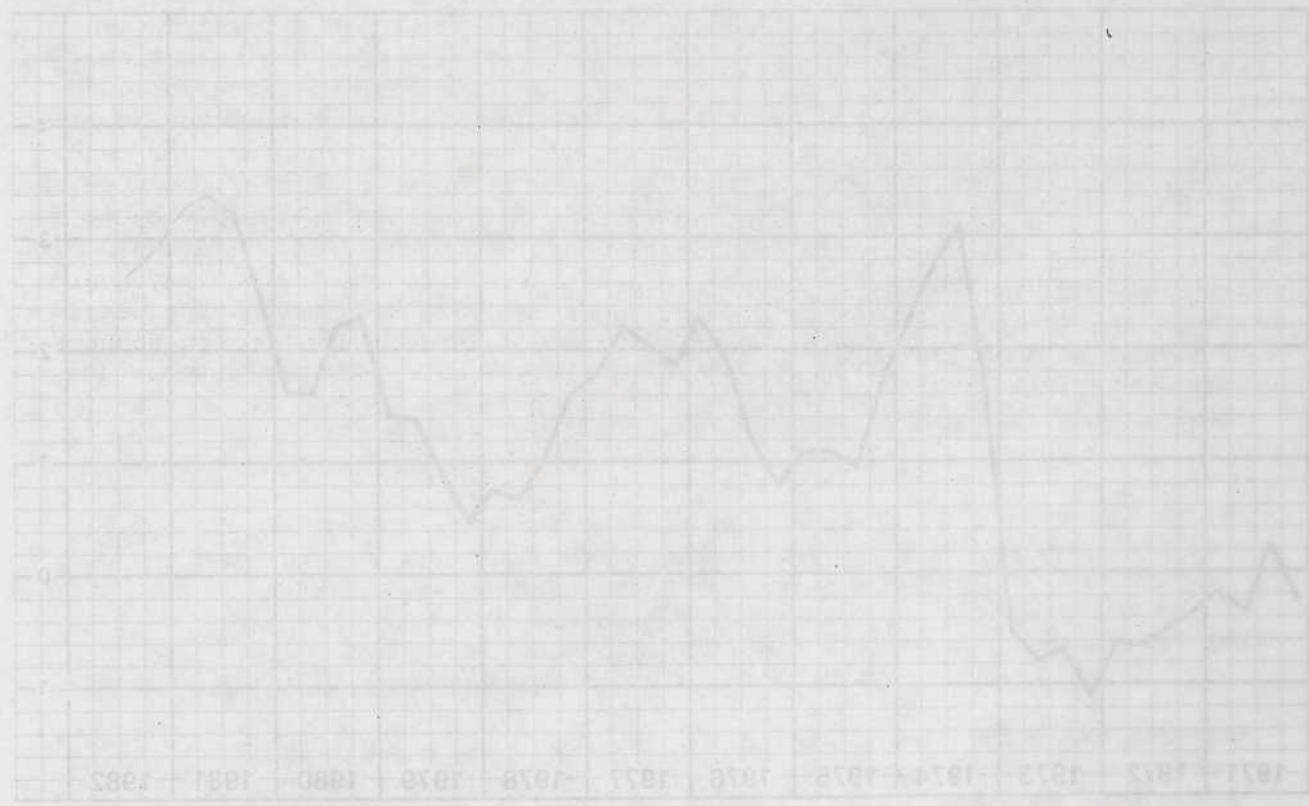
### TAUX DE PRÉLEVEMENT EXTÉRIEUR (2)

De tous pays le plus de points de vue, les services extérieurs ont subi une baisse importante en 1982. Cette baisse est due à la diminution des services extérieurs de l'étranger, qui a entraîné une diminution de 1,2 point de points de pourcentage du taux de prélèvement extérieur.

De façon générale, le taux de prélèvement extérieur a augmenté en 1982, sauf pour les services extérieurs de l'étranger qui ont subi une baisse importante. Cette baisse est due à la diminution des services extérieurs de l'étranger, qui a entraîné une diminution de 1,2 point de points de pourcentage du taux de prélèvement extérieur.

$$\text{Taux de prélèvement} = \frac{M - X - I - E - A - P}{PISM}$$

Avec : M = exportations de biens et services (France hors zone)  
 X = importations de biens et services (France hors zone)  
 I = exportations de biens et services (zone)  
 E = importations de biens et services (zone)  
 A = autres services extérieurs  
 P = autres services extérieurs  
 PISM = produit intérieur brut marchand (France hors zone)



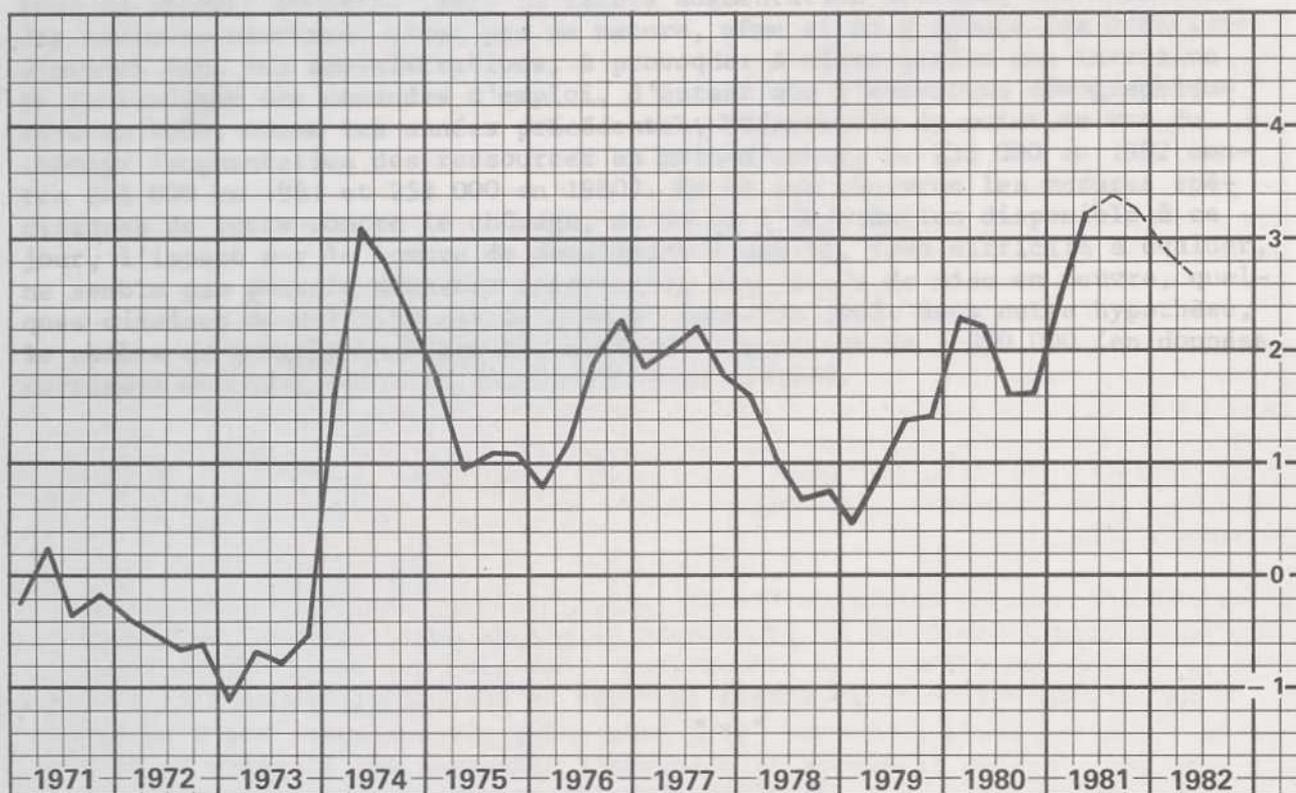
### TAUX DE PRÉLEVEMENT EXTÉRIEUR (%)

Ce taux mesure la perte de pouvoir d'achat du revenu national qu'induit la détérioration des termes de l'échange. Il s'agit d'un prélèvement sur l'extérieur (gain de termes de l'échange) s'il est négatif, d'un prélèvement par l'extérieur s'il est positif (perte de termes de l'échange).

De façon rigoureuse, le taux de prélèvement extérieur peut être mesuré en référence à une période de base (ici l'année 1970, où ce prélèvement est considéré nul par convention) en rapportant au produit intérieur brut marchand en valeur l'écart entre le solde extérieur à prix courants et ce que serait ce solde si les prix des exportations et des importations avaient évolué comme le prix du Produit Intérieur Brut Marchand depuis la période de base :

$$\text{Taux de prélèvement} = \frac{(M - X) - (m - x) p}{\text{PIBM}}$$

- Avec X = exportations de biens et services (Francs courants)  
 M = importations de biens et services (Francs courants)  
 x = exportations de biens et services (volume)  
 m = importations de biens et services (volume)  
 p = indice de prix du produit intérieur brut marchand  
 PIBM = produit intérieur brut marchand (Francs courants).



A la fin de l'année 1981, la situation conjoncturelle des pays de la zone OCDE présente des tendances divergentes. Aux Etats-Unis, après une progression rapide en début d'année, l'activité s'est ralentie pour finalement s'orienter à la baisse. Cette évolution apparaît comme la contrepartie sur l'activité de la politique de lutte contre l'inflation par le contrôle de la masse monétaire : le taux d'inflation a été ramené aux alentours de 10 % l'an. Même s'il est improbable que la baisse d'activité actuelle ne s'aggrave jusqu'à une récession sévère (un effet de stabilisation automatique venant du fait qu'une récession engendrerait une baisse temporaire des taux d'intérêt et donc atténuerait le facteur qui l'engendre), l'économie américaine ne devrait pas retrouver un chemin de croissance durable d'ici la mi-1982.

Les pays européens continuent de subir les effets conjugués du second choc pétrolier et de la hausse du dollar. Jusqu'à la fin de 1981, leurs aspects dépressifs l'ont emporté, d'autant que les politiques économiques ont freiné le développement de la demande intérieure. Ainsi le taux de chômage a-t-il vivement progressé. Toutefois les exportations sont en train de se redresser grâce aux gains de compétitivité vis-à-vis de la zone dollar ; conjuguées avec un arrêt du déstockage, elles devraient entraîner une reprise modérée à partir du début de 1982 ; déjà les perspectives des chefs d'entreprises formulées dans les enquêtes de conjoncture de la Communauté se redressent.

Seul le Japon a traversé le choc pétrolier sans récession, grâce au développement de ses exportations. A la fin de 1981, la demande intérieure s'y redresse et devrait assurer une accélération de la croissance.

Au total, l'environnement international de la France apparaîtrait peu porteur, s'il n'y avait la vive demande d'importations des pays de l'OPEP et des pays en voie de développement, due à la consommation ou au recyclage des revenus pétroliers. Cette demande est en train de se ralentir, mais on peut toutefois penser que la demande des pays industrialisés viendra prendre son relais dans le courant du premier trimestre 1982.

L'effet de l'environnement international ne se limite pas à l'intensité de la demande adressée à la France : il réside aussi dans la stabilisation durable du coût des importations de matières premières, pour la première fois depuis trois ans, et dans l'arrêt de la dégradation des termes de l'échange qui en découle. Cette amélioration de notre environnement nominal est le plus sûr gage d'un développement de la croissance sur des bases saines.

En France, le premier signe de la reprise de la demande est venue des exportations. Il est vrai que les mouvements de parité ont généré un fort accroissement de la compétitivité sur les marchés extérieurs (de l'ordre de 12 % entre le quatrième trimestre 1980 et le deuxième trimestre 1981) ; toutefois la poussée des exportations (7,1 %) au deuxième trimestre a été exceptionnellement forte et rapide ; aussi ne faut-il pas s'étonner qu'en compensation nos exportations plafonnent au second semestre 1981. Même si elle a tendance à s'amoin- drir lentement, notre compétitivité à l'extérieur reste telle que les exportations industrielles devraient reprendre au premier semestre 1982 une croissance comparable à celle de la demande mondiale (de l'ordre de 5 % l'an).

5 milliards par mois au premier semestre 1982, (après avoir été de 35 milliards de France sur l'année 1981).

Dans le même temps, la consommation s'est redressée ; sa progression depuis le deuxième trimestre est rapide (plus de 4 % l'an). Sa réanimation provenait d'un accroissement des revenus des ménages au premier semestre que l'on peut analyser comme un transfert d'une partie de la charge liée au prélèvement pétrolier des ménages vers les administrations, puisque simultanément le déficit budgétaire se creusait. Alors que la progression des salaires reste modérée (le relèvement du SMIC n'ayant eu que très peu d'effets d'entraînement), la croissance de la consommation est soutenue par la vive progression des revenus sociaux ainsi que par un affaiblissement à partir du second semestre du taux d'épargne. Ainsi, les achats des ménages devraient-ils rester, même si leur croissance s'atténue un peu, un des moteurs de la reprise jusqu'à l'été prochain.

Les stocks sont la composante de la demande qui s'est redressée le plus récemment. Après avoir exercé une influence fortement négative au début de l'année, ils ont connu une évolution à peu près neutre sur les deux derniers trimestres assurant cependant une réanimation des industries de biens intermédiaires. Compte tenu de leur niveau actuellement bas, il est vraisemblable qu'au premier semestre 1982 un réstockage s'opérera, notamment chez les commerçants ; la contribution des stocks à la croissance au prochain semestre avoisinerait un demi-point de PIB.

Malgré la croissance des autres composantes de la demande finale, l'investissement ne s'est pas redressé ; plusieurs facteurs expliquent ce phénomène : les entreprises disposent encore de larges marges de capacités inemployées ; de plus elles n'ont pas actuellement de capacités financières suffisantes pour développer leurs investissements ; enfin il est usuel que l'investissement ait une évolution retardée de quelques trimestres sur l'activité. Les prévisions pessimistes formulées par les chefs d'entreprise industrielle dans les enquêtes de conjoncture sur les investissements en 1982 sont plus préoccupantes. Pour que la reprise en cours continue de se développer, il est en effet nécessaire que la demande des entreprises prenne le relais de celle des ménages au moment où la croissance de celle-ci (le taux d'épargne finissant par se stabiliser) aura tendance à se ralentir ; faute de quoi la reprise risquerait assez vite de s'affaiblir. Par ailleurs, si les investissements ne se réaniment pas, la croissance de la production butera à un terme assez rapproché sur des goulots d'étranglement, les déclassements d'équipement ayant été importants durant la phase de récession. Ces inconvénients pourront-ils être évités ? nous pensons qu'ils le seront en partie car les prévisions d'investissement actuellement formulées par les industriels reposent sur une évaluation trop pessimiste de l'évolution conjoncturelle : les chefs d'entreprise n'ont pas encore pleine confiance en la reprise car la tendance à l'amélioration des résultats d'exploitation n'est encore que faiblement engagée. Si la reprise se poursuit ainsi que nous l'avons prévu dans cette Note, il est vraisemblable que les chefs d'entreprise seront amenés à réviser en hausses leurs budgets d'équipement et que l'investissement retrouvera une tendance ascendante avant la fin du premier semestre 1982. Le risque serait que ce changement d'orientation, probable, ne se produise que trop tardivement et avec une ampleur insuffisante.

L'accroissement de la demande a commencé à se traduire sur la production industrielle ; celle-ci progresse depuis le deuxième trimestre dans les secteurs de biens de consommation et de biens intermédiaires ; par contre elle stagne dans les secteurs de biens d'équipement. La croissance de la production se poursuivrait au cours du premier semestre de 1982, avec les mêmes disparités sectorielles, permettant d'ici l'été de compenser pour les trois quarts la baisse enregistrée du début 1980 au premier trimestre 1981. Cette augmentation de la

production devrait se traduire essentiellement dans une première phase par de forts gains de productivité, la baisse des effectifs employés ne se stabilisant que progressivement au début de 1982. En conséquence, le nombre de demandeurs d'emploi continuerait d'augmenter, mais à un rythme nettement plus faible que celui enregistré au premier semestre 1981 et avoisinerait 1 950 000 (en données CVS) à la fin du printemps. En effet, les mesures spécifiques de lutte contre le chômage (réduction de la durée du travail, contrats de solidarités) ne pourront vraisemblablement donner leur plein effet qu'au delà de l'horizon de cette Note ; leur impact sur le chômage ne dépasserait pas quelques dizaines de milliers sur le premier semestre.

Le raffermissement de la demande provoque également une reprise de la progression du taux de pénétration des importations qui, il est vrai, n'avait jamais baissé, même pendant la phase la plus marquée de la récession. Cette évolution fait ressortir l'insuffisante compétitivité des produits français sur le marché intérieur, surtout vis-à-vis de nos partenaires européens, qui découle de la persistance de fortes différences entre les rythmes d'inflation au sein de la Communauté. En 1981, les prix de détail augmenteront en France d'environ 14 %, (contre 6,5 % en République Fédérale Allemande). Au premier semestre 1982, le rythme de croissance des prix de réduira, revenant à environ 1 % par mois ; un ralentissement plus important semble improbable, malgré les conditions favorables créées par la stabilisation du coût des matières premières importées la modération des hausses de salaires et la décélération de certains tarifs publics, en raison des tensions qui devraient persister sur les prix alimentaires, et vraisemblablement d'une légère accélération des prix des produits manufacturés. En effet, les prix à la production devraient continuer de progresser d'un peu plus de 1 % par mois, les industriels reconstituant à la faveur de la reprise de la demande une partie des marges fortement entamées pendant la récession surtout dans les biens intermédiaires.

La persistance de tensions inflationnistes pendant une durée plus importante qu'au moment du premier choc pétrolier vient du fait d'une part que la croissance des coûts importés s'est cette fois étalée sur deux ans, (de la mi-1979 à la mi-1981) la hausse du dollar ayant pris le relais de celle du prix de la tonne de pétrole brut, d'autre part que la répercussion du prélèvement extérieur ne s'est pas opérée cette fois de façon uniforme sur tous les agents ; dans un premier temps (jusqu'à la mi-1981), ce sont surtout les emplois des ménages (consommation, logement) qui ont vu leur prix relatif par rapport à celui du PIB marchand augmenter, alors que le prix relatif de certains emplois des entreprises (FBCF) ne progressait pas. Ceci a conduit les entreprises à limiter leurs hausses de prix. Dans le même temps certains biens spécifiquement destinés aux ménages (services, produits alimentaires, tarifs publics) subissaient des hausses fortes (cf. graphique "prix relatifs"). Les entreprises, moins affectées au départ, subissent maintenant l'effet en retour de l'indexation des salaires sur les prix à la consommation dans un contexte d'activité encore faible et sont portées à augmenter leurs prix. Il semble donc au total que le mode de répercussion initiale du prélèvement extérieur a contribué à rendre sans doute les tensions inflationnistes plus durables que pour le premier choc pétrolier. Le maintien d'un rythme soutenu pour les prix industriels entamerait notre compétitivité, mais le solde des échanges industriels ne se dégraderait que lentement, la baisse du taux de couverture en volume due à la croissance plus forte de nos importations que de nos exportations étant en partie compensée par les gains de termes de l'échange qui accompagneraient la perte de compétitivité. Ainsi, les exportations énergétiques restant faibles, le déficit extérieur n'augmenterait que légèrement et se stabiliserait à environ 5 milliards par mois au premier semestre 1982, (après avoir été de 55 milliards de francs sur l'année 1981).

